

FAIRE AFFAIRE

avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Printemps 2006

LA GAZETTE DU CANADA

L'innovation au service de
la tradition démocratique

Page 10



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

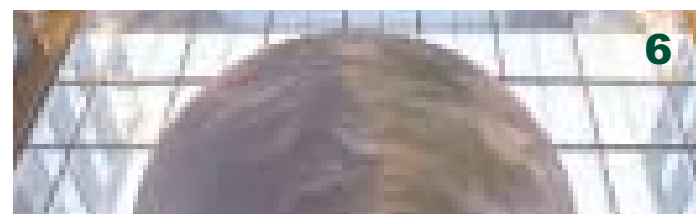
Public Works and
Government Services
Canada

Canada

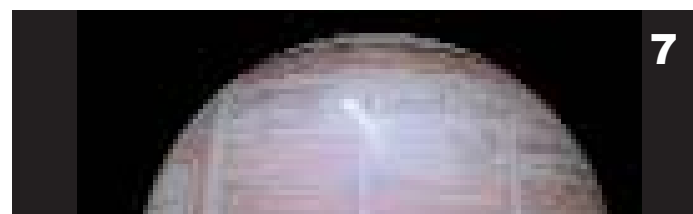


**À L'APPUI DES
CANADIENS AU
FRONT INTÉRIEUR**
PAGE 8

Joe Burris-Muse



Environment Canada



TPSGC

Rôle de TPSGC à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
When Canada hosted the world at the United Nations Climate Change Conference, PWGSC was there.

Gouvernement en direct
L'initiative primée Gouvernement en direct (GED) a fait du Canada un chef de file mondial dans la prestation de services électroniques

Marché en direct du gouvernement du Canada
Les préparatifs vont bon train en vue de la mise en place de l'outil en direct qui viendra changer la façon dont le gouvernement du Canada achète des biens et des services. 3

À l'appui des Canadiens au front intérieur
Compte tenu de la contribution historique de TPSGC aux efforts du Canada au cours de la Deuxième Guerre mondiale il ne devrait pas être surprenant que TPSGC continue d'appuyer les Forces canadiennes. .. 8

TPSGC accueille un nouveau ministre
Le 6 février 2006, Michael Fortier, qui est un financier et un avocat, a été nommé au titre de nouveau ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 3

La Gazette du Canada
Cette publication qui est produite par TPSGC, a connu de nombreux changements au cours de ses 165 années d'existence, tout en continuant de remplir son mandat de journal officiel du gouvernement du Canada. 10

Expertise de TPSGC en matière d'approvisionnement
A titre d'organisme responsable des achats du gouvernement du Canada, TPSGC reconnaît qu'il contribue grandement à façonner l'industrie. 4

Petite technologie, grandes possibilités
TPSGC a récemment apporté son expertise en matière d'approvisionnement et de conception de laboratoire pour l'aménagement de la nouvelle installation du Conseil national de recherches du Canada, l'Institut national de nanotechnologie .. 12

Faire affaire, le bulletin d'information externe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), appuie le rôle de fournisseur de services communs du Ministère en informant les ministères et les organismes du gouvernement du Canada, la population canadienne et toutes les autres parties intéressées sur les services, les activités, les initiatives et les projets intéressants et novateurs de TPSGC. Rédigé, conçu et publié une fois par trimestre par le Secteur des communications, il est aussi accessible en direct à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/fa>.

Si vous souhaitez recevoir **Faire affaire** régulièrement, remplissez la carte-réponse affranchie ou présentez une demande d'abonnement par Internet en consultant la page Web suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/fa/text/subscribe-f.html>.

Faire affaire vous invite à exprimer vos commentaires et vos suggestions d'articles, à l'adresse suivante :

Joe Boulé; rédacteur, **Faire affaire**, Services ministériels, ressources humaines et communications, TPSGC, Portage III, 16A1, 11, rue Laurier, Gatineau, (Québec), K1A 0S5. Télécopieur : (819) 956-0573. Courriel : questions@tpsgc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (2006) ISSN 1201-7450

MARCHÉ EN DIRECT DU GOUVERNEMENT DU CANADA DU NOUVEAU DANS LES ACHATS DE BIENS ET DE SERVICES

Les préparatifs vont bon train en vue de la mise en place de l'outil en direct qui viendra changer la façon dont le gouvernement du Canada achète des biens et des services.

L'équipe chargée de mettre au point le Marché en direct du gouvernement du Canada (MDGC) a présenté récemment un prototype entièrement fonctionnel du système, un outil électronique qui simplifiera le processus d'achat et qui contribuera à la réduction des dépenses du gouvernement.

Selon Ian Bennett, sous-ministre adjoint par intérim, Approvisionnement, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), le MDGC mettra fin à l'ancien système morcelé et coûteux qui limitait l'achat de grandes quantités. « Grâce au MDGC, qui nous permettra de regrouper les biens et les services, dit-il, nous serons en mesure de négocier de meilleurs prix et de réduire les frais administratifs. »

M. Bennett affirme que plus on se servira du MDGC, plus on générera des économies. « Plus les ministères et les organismes adopteront le MDGC, plus les quantités de biens et de services augmenteront et plus les transactions seront importantes, ce qui permettra de réduire encore davantage le coût des produits et des services. »

Non seulement le MDGC contribuera à réduire le coût des biens et des services, comme propose le programme de transformation des activités de TPSGC, mais il

fera aussi gagner du temps aux ministères, qui auront accès à des produits et à des services présélectionnés dans des catalogues électroniques et qui pourront choisir un article, l'acheter, en faire le suivi et établir des rapports sur leurs activités d'achat dans un environnement électronique protégé et convivial. Grâce à ce système pangouvernemental, les politiques et les règlements sur les achats pourront être appliqués uniformément, et le gouvernement du Canada aura à sa disposition plus de renseignements détaillés sur les achats qui, à leur tour, permettront d'améliorer davantage le processus d'approvisionnement.

« Nous adoptons une méthode d'approvisionnement plus encadrée qui s'apparente davantage aux pratiques du secteur privé », mentionne M. Bennett.

Le projet est actuellement en instance d'approbation par le Conseil du Trésor, dont on attend le feu vert pour mettre en place le MDGC dans les ministères et les organismes partenaires.

Le MDGC figure parmi les principales initiatives du programme de transformation de TPSGC, qui vise la prestation de services de façon plus judicieuse, plus rapide et à moindre coût. **FA**

Pour plus de renseignements sur le Marché en direct du gouvernement du Canada, consultez la page Web <http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions>, ou communiquez avec nous par courriel, à l'adresse électronique suivante : ncr.gocm@tpsgc.gc.ca.

Quels sont les avantages du Marché en direct du gouvernement du Canada pour...

le gouvernement du Canada?

- Réduction du coût des biens et des services
- Ouverture et transparence de l'accessibilité aux marchés publics grâce à une infrastructure protégée
- Amélioration des rapports, du suivi et de la responsabilisation

les fournisseurs?

- Réalisation des transactions au moyen d'un guichet unique arborant une présentation uniforme

- Accroissement des occasions de vendre à un plus gros groupe d'acheteurs
- Capacité de chercher et de confirmer des commandes, de soumettre des factures et de faire le suivi des commandes par voie électronique

les acheteurs?

- Accès immédiat à des catalogues préapprouvés permettant de sélectionner et de comparer des biens et des services
- Simplification des activités d'achat, notamment l'obtention des approbations, l'engagement des fonds et l'application des règlements

TPSGC ACCUEILLE UN NOUVEAU MINISTRE



TPSGC

Le 6 février 2006, Michael Fortier, qui est un financier et un avocat, a été nommé au titre de nouveau ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

À titre d'associé du cabinet Ogilvy Renault, M. Fortier s'est spécialisé en valeurs mobilières, en fusions et en acquisitions. De 1992 à 1996, il a dirigé le bureau d'Ogilvy Renault à Londres, en Angleterre. En 1999, il est devenu directeur général et conseiller principal pour l'Est du Canada auprès de Crédit Suisse First Boston. En 2004, il est devenu directeur du financement des sociétés pour le Québec, chez Valeurs mobilières TD.

« TPSGC représente un portefeuille intéressant. Les services qu'il fournit aux ministères et aux organismes gouvernementaux sont essentiels pour leur permettre à leur tour d'assurer des services de qualité à la population canadienne », mentionne M. Fortier. **FA**



TPSGC

Le ministre Fortier signe les gabarits qui serviront à signer les chèques du receveur général du Canada, sous le regard de Carol Armatage, directrice générale, Gestion bancaire et trésorerie.





EXPERTISE DE TPSGC EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT

A titre d'organisme responsable des achats du gouvernement du Canada, TPSGC reconnaît qu'il contribue grandement à façonner l'industrie.

Une partie importante du plan élaboré par TPSGC pour améliorer la façon dont il mène ses activités consiste à comprendre les répercussions que les changements qu'il apporte au système d'achat gouvernemental peuvent entraîner sur les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que sur les ministères et les organismes.

TPSGC a entrepris une campagne de consultation méthodique auprès des PME et des ministères et organismes,

tout en leur offrant du soutien dans l'utilisation du système d'achat du gouvernement du Canada. Voici sa démarche :

À l'écoute des PME

Dans le cadre des efforts continus déployés par TPSGC pour assurer la transparence et l'équité des projets de marchés du gouvernement, le Ministère s'est fixé comme priorité essentielle de rester à l'écoute des besoins des PME.

Dans la foulée de cet engagement, TPSGC a créé le Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME). Ce dernier a tenu des ateliers de consulta-

tion avec les PME de l'ensemble du pays en vue de discuter de la façon dont les changements influent sur les capacités de celles-ci à travailler avec le gouvernement du Canada.

« Nous changeons progressivement notre façon de faire en tant que gouvernement en vue d'optimiser l'argent des contribuables, et nous souhaitons que les PME agissent en tant que partenaires dans cette démarche, précise M. Marshall Moffat, directeur général, BPME. En nous adressant directement aux représentants des PME, nous pouvons mieux comprendre les besoins particuliers de celles-ci, et nous sommes mieux placés pour y répondre à mesure que nous améliorons et renforçons le processus d'approvisionnement du gouvernement du Canada. »

Les ateliers d'une journée ont aussi permis aux spécialistes en approvisionnement de TPSGC de donner de l'information importante aux PME sur les changements apportés aux projets de marchés du gouvernement du Canada, notamment les plans de transformation, l'élimination des droits d'utilisation du Service électronique d'appel d'offres du gouvernement (MERX) et l'utilisation d'un langage compréhensible dans les contrats.

Ces ateliers sont une tribune importante pour établir le dialogue, et ils s'avèrent bénéfiques autant pour la collectivité des PME que pour TPSGC.

Le Ministère continuera de consulter les PME et les organisations industrielles des quatre coins du pays, et il collaborera avec la collectivité des PME pour assurer

« Nous changeons progressivement notre façon de faire en tant que gouvernement en vue d'optimiser l'argent des contribuables, et nous souhaitons que les PME agissent en tant que partenaires dans cette démarche »

Marshall Moffat, directeur général, Bureau des petites et moyennes entreprises

l'équité et la transparence du processus d'approvisionnement dans l'ensemble du gouvernement du Canada.

À l'appui des clients du gouvernement

Les ministères et les organismes qui cherchent à mieux comprendre les mesures de rationalisation et de rentabilisation apportées au processus d'approvisionnement du gouvernement du Canada peuvent maintenant bénéficier de séminaires interactifs pratiques, gracieuseté de TPSGC.

Dans le cadre de ses séances de formation sur les offres à commandes, TPSGC travaille directement avec les intervenants du gouvernement pour les informer des changements apportés au processus d'approvisionnement et les aider à utiliser le système d'achats du gouvernement.

À ce jour, TPSGC a donné des séances de formation sur les offres à commandes à 25 ministères et organismes; les acheteurs du gouvernement peuvent ainsi mieux connaître les nouvelles politiques d'achat, y compris l'utilisation obligatoire

d'offres à commandes pour se procurer les dix produits les plus courants.

Les séances de formation soulignent aussi l'importance d'acheter des produits réutilisables et recyclables, conformément à la nouvelle politique du gouvernement sur les achats écologiques.

« Ces séances permettront aux agents responsables de l'approvisionnement ainsi qu'aux autres représentants des ministères et des organismes de poser des questions et de soulever des points importants sur les politiques et les processus liés aux offres à commandes, précise Doug Haferkamp, gestionnaire, Bureau de la gestion des offres à commandes, TPSGC. Mais elles nous fournissent aussi l'occasion d'en apprendre un peu plus sur leurs besoins pour nous permettre à tous de renforcer le processus d'approvisionnement du gouvernement. »

Pour plus de renseignements sur les offres à commandes, communiquez avec Doug Haferkamp, à l'adresse électronique suivante : doug.haferkamp@tpsgc.gc.ca.



Offres à commandes obligatoires :

Dans le cadre du budget de 2005, le gouvernement du Canada a apporté des changements fondamentaux à la façon dont il achète des produits et des services. Ces changements cadrent avec l'engagement du gouvernement à offrir des services de façon plus judicieuse, plus rapide et à moindre coût. Voici les 10 produits et services les plus couramment achetés au gouvernement, qui forment les catégories de produits et de services visés par les offres à commandes obligatoires de TPSGC :

- les véhicules à effet de sol, les véhicules automobiles, les remorques et les cycles;
- l'équipement et les accessoires de télécommunications;
- l'équipement (dont les logiciels), les logiciels, les fournitures et l'équipement de soutien du traitement automatique;
- le mobilier;
- les machines de bureautique, les systèmes de traitement de texte et les fichiers à classement visible;
- les fournitures et les périphériques de bureau;
- les vêtements, les accessoires et les insignes;
- les carburants, les lubrifiants, les huiles et les cires;
- le traitement de l'information et les services de télécommunications connexes;
- les services de soutien professionnel, administratif et gestionnel.

LE RÔLE DE TPSGC À LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En novembre dernier, le Canada a accueilli les représentants des quatre coins du monde à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. À cette occasion, TPSGC a offert des services importants et son savoir-faire et a collaboré à cet événement historique et crucial qui visait à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Il s'agissait de la première rencontre des pays qui ont ratifié le Protocole de Kyoto, depuis son entrée en vigueur le 16 février 2005. La Conférence de Montréal a attiré des milliers de représentants internationaux venant des milieux gouvernementaux, industriels et universitaires. Pour TPSGC, il s'agissait également d'une occasion inespérée de montrer son expertise de calibre mondial dans les secteurs de la gestion de conférences, des approvisionnements et de l'écologisation.

« TPSGC a encadré presque toute la logistique et les marchés nécessaires à l'événement », précise Garba Assane, gestionnaire de projet, Région du Québec, TPSGC. « Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les représentants des Nations Unies pour coordonner la conception et la réalisation des installations nécessaires à la Conférence. Nous avons également assuré la gestion des marchés pour les produits et les services requis : autant pour fournir des ordinateurs, des équipements audio-visuels et des réseaux de technologie de l'information que pour assurer le transport des délégués à la Conférence. »

Parmi les efforts déployés par le Ministère pour mener à bien cette conférence, il faut souligner le rôle primordial joué par les employés de la Région du Québec. En tant que membres du Conseil fédéral du Québec, lequel aide les organisations fédérales à collaborer pour atteindre des objectifs communs comme le développement durable, les employés de la Région du Québec ont travaillé en collaboration avec d'autres ministères et organismes fédéraux pour offrir un appui clé en matière d'écologisation.

TPSGC a également soutenu les efforts d'Environnement Canada pour faire de la Conférence un événement écologique sur bien des points. Il a notamment offert des conseils en matière de stratégies d'achats écologiques, en plus de voir à ce que les installations soient équipées de centres de

recyclage, à ce qu'on utilise le moins de papier possible et à ce que les emballages soient réutilisés dans toute la mesure du possible.

Lors de la Conférence internationale, le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales (BEOG), de TPSGC, a également joué un rôle actif en menant des activités parallèles au cours desquelles il a mis en vedette des programmes et des initiatives, comme l'adoption des normes « Or » du programme LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) pour tous les nouveaux immeubles fédéraux, lesquels programmes visent à renforcer l'engagement pris par l'ensemble du gouvernement en matière de développement durable.

Par ailleurs, le BEOG a pour mandat de jouer un rôle de chef de file à l'échelle de l'administration fédérale en ce qui touche l'écologisation des opérations du gouvernement et de faciliter la gestion des activités d'écologisation d'une perspective pangouvernementale. Grâce à son inestimable expérience du développement durable, le BEOG permet à TPSGC d'être la principale source de conseils et d'orientation en matière d'écologisation des opérations

gouvernementales. D'ailleurs, dans le domaine de l'écologisation, TPSGC prend actuellement la tête du peloton dans certains secteurs comme les achats, la gestion d'immeubles, le recyclage et la gestion des déchets, ainsi que la gestion des risques et l'assainissement de sites contaminés.

En apportant son expertise en matière d'achats et d'écologisation à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, TPSGC a prouvé qu'il est à l'avant-garde sur la scène internationale pour ce qui est de son engagement à faire tout en son pouvoir pour régler la question des changements climatiques. **FA**

Pour plus de renseignements sur ce projet, communiquez avec Garba Assane par téléphone, au (514) 496-3566, ou par courriel, à l'adresse électronique suivante : garba.assane@tpsgc.gc.ca.

Pour en apprendre davantage sur la façon dont TPSGC rend les opérations gouvernementales plus écologiques, communiquez avec Margaret Kenny par téléphone, au (819) 956-1613, ou par courriel, à l'adresse électronique suivante : margaret.kenny@tpsgc.gc.ca.



Environnement Canada

GOUVERNEMENT EN DIRECT

L'initiative primée Gouvernement en direct (GED) a fait du Canada un chef de file mondial dans la prestation de services électroniques, car elle offre aux Canadiens et aux Canadiennes une connexion en tout temps, en tout lieu et dans la langue officielle de leur choix avec leur gouvernement.

Si GED connaît un tel succès, c'est que cette initiative permet essentiellement de fournir toute une panoplie de services homogènes et intégrés dont ont besoin et auxquels s'attendent les citoyens canadiens et les entreprises. On note des résultats éloquentes : les échanges électroniques effectués au moyen de GED ont monté en flèche entre 2001 et 2005, passant de 172 millions à près de 822 millions. Les transactions électroniques comptent maintenant pour 30 % de toutes les transactions. On entamera bientôt la dernière phase du projet, et on constate que tous les objectifs ont été atteints avec un succès retentissant. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) améliorera toujours les capacités du cybergouvernement canadien par l'entremise de deux éléments importants, qui sont sans contredit au cœur de GED : la Voie de communication protégée et le epass.

Voie de communication protégée

La Voie de communication protégée (VCP), cheville maîtresse de l'infrastructure commune du gouvernement du Canada en matière de TI, offre un accès sûr, privé et rapide aux services en direct du gouvernement du Canada.

En tant qu'élément principal de l'initiative GED, la VCP permet aux citoyens canadiens d'effectuer des transactions électroniques de façon efficace et conforme aux normes fédérales en matière de protection des renseignements personnels.

La VCP offre aussi des avantages pour le gouvernement du Canada en offrant l'accès Internet à plus de 120 ministères et organismes, en plus de l'infrastructure nécessaire pour réaliser l'initiative de services partagés de technologie de l'information pangouvernementale de TPSGC.

« La Voie de communication protégée est une partie importante de notre initiative visant l'adoption d'une méthode mieux intégrée et plus rationnelle pour assurer la prestation des services de TI à l'échelle du gouvernement du Canada », précise M. Ken Cochrane, président-directeur général, Direction générale des services d'infotechnologie, TPSGC.

« Elle nous permet de réaliser des économies et d'offrir à l'échelle du gouvernement du Canada des services mieux coordonnés, plus sûrs et plus cohérents. »

Pour la population canadienne, cela se traduit par un accès illimité à une gamme variée de services électroniques. Les citoyens canadiens peuvent maintenant vérifier l'état de leur déclaration de revenus, faire une demande de passeport ou encore présenter une demande d'emploi aux Services du recrutement des Forces canadiennes et en faire le suivi tout au long du processus de recrutement. À l'avenir, le nombre et l'import



tance des services offerts ne cesseront d'augmenter.

En outre, l'équipe de la VCP est fière d'annoncer qu'elle a réussi la mise en œuvre d'une option en direct pour le recensement d'essai de Statistique Canada. Pour la première fois au monde, un bureau de recensement national a proposé un questionnaire en direct aux citoyens. Le projet a été une réussite, et la VCP facilitera le déroulement du recensement de 2006 auprès de 13,5 millions de ménages.

epass

TPSGC s'est engagé à offrir un meilleur accès à des services en direct protégés, améliorés et qui répondent aux besoins des citoyens canadiens. Travaillant de concert avec les ministères et un consortium du secteur privé, TPSGC a pris part au développement et à la mise en œuvre de epass, qui est un justificatif d'identité électronique permettant aux utilisateurs d'effectuer des transactions électroniques protégées et sûres avec le gouvernement du Canada.

Par l'entremise de la VCP, TPSGC fournit l'infrastructure technique et stratégique nécessaire à l'utilisation de epass. La souplesse de epass permet néanmoins aux ministères de déterminer le degré d'assurance dont ils ont besoin en ce qui concerne l'identité des utilisateurs.

À ce jour, 17 ministères bénéficient de la souplesse et de l'efficacité de epass, et ils l'ont adopté dans une telle mesure, l'utilisant pour près de 40 programmes, que TPSGC a émis son millionième epass en décembre 2005.

Les ministères fédéraux ne sont pas les seuls à manifester leur intérêt pour le epass et GED. Pour une cinquième année consécutive, Accenture, une entreprise mondiale de technologie, a attribué au Canada la première place pour ce qui est de la maturité de son gouvernement électronique, faisant du Canada un modèle pour les autres pays qui tentent de mettre en place un système pour assurer la prestation de services électroniques. Le succès durable que connaît le Canada est dû en grande partie à epass et à l'accès hautement protégé, sûr et privé que celui-ci offre aux utilisateurs de la Voie de communication protégée du gouvernement du Canada. **FA**



Défense nationale - la Caméra de combat

À L'APPUI DES CANADIENS AU FRONT INTÉRIEUR

Compte tenu de la contribution historique de TPSGC aux efforts du Canada au cours de la Deuxième Guerre mondiale (voir le numéro d'automne 2005), il ne devrait pas être surprenant que TPSGC continue d'appuyer solidement les Forces canadiennes.

TPSGC a confirmé son appui envers la Force de réserve du Canada dans le cadre de la Campagne fédérale de sensibilisation à la Force de réserve, un programme visant à permettre aux réservistes de prendre congé de leur emploi civil lorsqu'ils sont appelés à travailler pour la Réserve.

En effet, le Ministère a récemment signé une déclaration d'appui officielle dans le cadre de la Campagne, qui a été lancée en 2003 par le ministère de la Défense nationale et le Secrétariat du Conseil du Trésor. L'objectif de cette campagne est de recueillir en 2006 l'appui de tous les ministères et organismes du gouvernement du Canada envers cette initiative, de façon à veiller à ce que la Force de réserve du Canada obtienne toute l'aide dont elle a besoin. À ce jour, 59 ministères et organismes ont signé la déclaration d'appui.

Pour TPSGC, la décision d'appuyer la Campagne a été facile à prendre. « En tant que fonctionnaires fédéraux, nous sommes conscients de l'importance de servir la population canadienne », affirme Gary Curran, directeur général, Relations de travail et services aux employés. « Nous ne ménageons aucun effort pour appuyer nos concitoyens. »



Le sous-ministre de TPSGC, I. David Marshall, a annoncé récemment que le Ministère s'engageait à soutenir la Force de réserve du Canada et à aider des réservistes comme Joseph Burris-Muise à obtenir un congé pour suivre une formation militaire.

Des réservistes comme Joseph Burris-Muise, TPSGC, sont reconnaissants de l'engagement pris par le Ministère. Comme de nombreux réservistes, M. Burris-Muise travaille à temps partiel pour les Forces armées, en plus d'avoir un emploi civil à temps plein. Grâce à un congé de huit semaines du Secteur des communications de TPSGC, en août 2005, M. Burris-Muise a pu participer à une formation en infanterie au sein des Cameron Highlanders of Ottawa. L'expérience s'est avérée enrichissante, tant pour M. Burris-Muise que pour TPSGC.

« Ma formation au sein de la Réserve a été une excellente occasion de renforcer mon leadership et mes capacités de prise de décisions. Elle m'a certainement aidé dans mes activités courantes ici à TPSGC », indique M. Burris-Muise.

Dave Kirkland, membre de la Réserve navale, est tout à fait d'accord. Les activités courantes de M. Kirkland à titre de spécialiste des approvisionnements de TPSGC comprennent l'achat de produits pour le compte du ministère de la Défense nationale (MDN). Son travail à titre de réserviste lui a permis d'acquérir une plus grande compréhension du MDN et des besoins de celui-ci.

« Je connais maintenant le vocabulaire, la culture, les pressions et les délais du ministère de la Défense nationale », indique M. Kirkland.

TPSGC continuera de soutenir la Force de réserve du Canada en offrant son appui aux employés qui doivent prendre congé pour participer à de la formation ou à des opérations militaires. **FA**

L'ALBUM D'UN RÉSERVISTE

L'aptitude à gérer son temps et à concilier des priorités concurrentes permet grandement d'aider un soldat à exécuter ses tâches le plus rapidement possible. Ici, deux soldats s'acquittent de diverses fonctions administratives dans leur abri improvisé, comme le séchage des vêtements, le nettoyage et l'entretien des armes.



Toujours prêt à se dépasser, un soldat apprend à surmonter sa peur et son angoisse et à mettre cet acquis à profit dans d'autres sphères de son travail et de sa vie. On voit ici un hélicoptère Griffon, à cent mètres du sol, en partance pour une mission de raid. Un autre Griffon est posé au sol.



Au cours d'un été éprouvant, un entraînement physique et psychologique intense offre au soldat l'occasion de tester ses limites. La formation que suivent les réservistes leur permet de donner un bon rendement dans des situations stressantes et épuisantes. Ici, un soldat se repose après une opération sur un pont. Un véhicule blindé de combat (VBC) circule à l'arrière-plan.



Joe Burris-Muise

LA GAZETTE DU CANADA

L'INNOVATION AU SERVICE DE LA TRADITION DÉMOCRATIQUE

La Gazette du Canada a beaucoup progressé depuis ses origines modestes en 1841, alors qu'elle était imprimée sur une presse en bois. Cette publication, qui est produite par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), a connu de nombreux changements au cours de ses 165 années d'existence, tout en continuant de remplir son mandat de journal officiel du gouvernement du Canada.

De nos jours, la forte présence de la Gazette du Canada sur Internet rend celle-ci accessible à partir de n'importe où au monde. Par ailleurs, la publication continue d'accroître son accessibilité pour tous les citoyens, y compris ceux ayant une déficience, grâce à la diffusion de versions électroniques qui sont compatibles avec les logiciels adaptatifs et les dispositifs de sortie vocale.

« Grâce à Internet, la Gazette du Canada est devenue un support pour le cyber-gouvernement, la cyber-démocratie et la cyber-consultation », affirme Carole Kennedy, directrice de la Gazette du Canada, TPSGC. « Nous sommes fermement résolus à trouver des façons novatrices de consulter les Canadiens et les Canadiennes et à solliciter la participation de ceux-ci. »

En 1998, la Gazette du Canada fut la première gazette officielle au monde à être publiée sur Internet (une gazette officielle est une publication qui sert à diffuser les lois et les règlements d'un pays). En 2003, la version électronique de la Gazette du Canada en format de document portable (PDF) fut la première à avoir valeur de « document officiel ». La version PDF est aussi accessible en direct.

Les nombreux jalons franchis par la Gazette – en plus du fait qu'elle n'a jamais manqué une date de tombée – lui

ont valu une réputation d'excellence tant au pays qu'à l'étranger. Sans compter que, au cours des 10 dernières années, la publication a maintenu une marge d'erreur bien inférieure à un pour cent.

Les habitants de plus de 160 pays consultent la Gazette du Canada, et au-delà de

15 000 pages sont téléchargées chaque jour.

La Direction de la Gazette du Canada est reconnue à l'échelle internationale pour ses normes de qualité, et d'autres pays sont désireux de connaître les clés de ce succès », fait observer M^{me} Kennedy, qui

« Grâce à Internet, la Gazette du Canada est devenue un support pour le cyber-gouvernement, la cyber-démocratie et la cyber-consultation »

Carole Kennedy, directrice de la Gazette du Canada, TPSGC

Le rôle de la Gazette du Canada

En publiant les nouvelles lois et les nouveaux règlements, les projets de règlements, les décisions de conseils administratifs et divers avis provenant du gouvernement et du secteur privé, la Gazette du Canada contribue au maintien de l'ouverture et de la transparence du gouvernement. Le fait que le public a accès aux nouvelles lois rend celles-ci exécutoires et obligatoires pour toute la population canadienne et, par conséquent, celle-ci peut être passible de poursuites si elle ne s'y conforme pas.

La Gazette défend les principes démocratiques en donnant au public la possibilité de prendre connaissance des projets de règlements qui le concernent et d'émettre des commentaires au sujet de ces projets. Elle sert de tribune pour la consultation des citoyens et la participation de ceux-ci aux étapes finales de l'adoption de nouveaux règlements.

a présenté la Gazette du Canada à des délégués lors de l'assemblée générale annuelle du Journal officiel des Communautés européennes, qui a eu lieu au Luxembourg en 2003 et à Copenhague, au Danemark, en 2005.

La direction dont M^{me} Kennedy est responsable publie la Gazette du Canada à titre de service commun destiné aux ministères et organismes fédéraux ainsi qu'à la population canadienne. Elle fournit aussi des services de consultation, de coordination, de révision et de soutien des applications Web pour la Gazette. Le journal officiel publie notamment des

avis divers ainsi que les projets de règlements, les nouvelles lois et les nouveaux règlements.

« Dans le cadre de la prestation de nos services, nous planifions sans cesse de nouvelles façons de mieux servir les citoyens », indique M^{me} Kennedy.

« Par exemple, nous prévoyons ajouter des hyperliens à la Gazette pour que la population puisse transmettre ses commentaires sur les projets de règlements directement aux ministères visés, par l'entremise d'Internet. Nous comptons aussi mettre en œuvre un moteur de recherche plus perfectionné, continuer d'apporter des améliorations pour rendre la Gazette encore plus accessible à l'ensemble des personnes handicapées et mettre à la disposition des étudiants en droit et en sciences sociales un nouveau site Web didactique. »

Pour obtenir plus de renseignements sur la Gazette du Canada, consultez le site Web suivant : www.canadagazette.gc.ca.

Ci-dessous : Vue de l'intérieur de l'Imprimerie nationale du ministère des Travaux publics vers 1912-1920, Ottawa (Ontario). L'Imprimerie employait des linotypes comme celles qu'on voit ici pour produire la Gazette du Canada.

Ci-contre : Cette boîte à journaux, qui se trouvait sur la Colline du Parlement, a été retirée en 2001, pour des raisons de sécurité.



La Gazette du Canada, le lundi 7 mai 1945 : Dans une proclamation, on annonce que le 13 mai 1945 sera un « jour de prières et d'actions de grâces solennelles...pour les victoires qui ont été remportées par les Forces armées du Canada et des autres Nations Unies dans la guerre contre le Reich allemand ».



PETITE TECHNOLOGIE, GRANDES POSSIBILITÉS

TPSGC COLLABORE À LA RÉALISATION D'UN CENTRE DE RECHERCHE EN NANOTECHNOLOGIE

TPSGC a récemment apporté son expertise en matière d'approvisionnement et de conception de laboratoire pour l'aménagement de la nouvelle installation du Conseil national de recherches du Canada (CNRC), l'Institut national de nanotechnologie (INN), à l'Université de l'Alberta. Il s'agit d'un centre de recherche qui permettra au Canada d'être au cœur de la passionnante recherche en nanotechnologie.

Le CNRC et l'Université de l'Alberta travaillent à ce projet en partenariat et on prévoit ouvrir les portes de l'INN au cours de l'été 2006. Ce sera une installation d'avant-garde où les scientifiques effectueront des recherches pour créer de minuscules machines ou des matériaux, un atome à la fois, en utilisant des équipements et des laboratoires des plus modernes.

TPSGC a offert des conseils dès le début du projet de l'INN, en transmettant son expérience de la conception, du fonctionnement et de la gestion de laboratoires nationaux. Le Ministère a également aidé le CNRC à se procurer de l'équipement hautement technique pour le nouveau centre, notamment un des microscopes électroniques à transmission des plus perfectionnés de la planète.

« Grâce à TPSGC, le processus d'approvisionnement s'est fait sans heurt. Il s'agissait d'un achat compliqué, et le processus s'est déroulé de façon très ordonnée », déclare M. Michael Lam, gestionnaire, Services de laboratoires, CNRC.

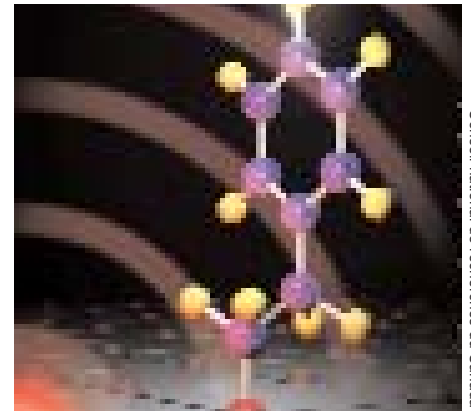
Construit de façon à satisfaire les normes les plus rigoureuses en matière d'environnement et de sûreté, on s'attend à ce que le nouvel INN soit une des installations de recherche les plus perfectionnées au monde. Il abritera les laboratoires les plus silencieux au Canada : outre le fait qu'il soit nécessaire de contrôler scrupuleusement la température, il est essentiel de minimiser les vibrations, le bruit et les interférences électromagnétiques pour permettre aux chercheurs d'effectuer leur travail avec des atomes et des molécules.

M. Tim Lee, ingénieur et fondateur du Réseau national des experts en laboratoire, TPSGC, a lui-même apporté son expertise au projet.

« M. Lee nous a donné des conseils au sujet de systèmes d'air contrôlé complexes et de certains équipements éconergétiques hautement perfectionnés, précise M. Lam. TPSGC nous a apporté son expertise dans des domaines que nous ne connaissions pas. »

Le Ministère est heureux de jouer un rôle dans un projet si important. Les experts prédisent que, tout comme la révolution industrielle, la nanotechnologie aura des incidences économiques, sociales et technologiques considérables sur la société. Le Canada est déterminé à devenir un chef de file dans ce nouveau domaine et, selon M. Lee, l'INN lui permettra d'atteindre son but.

« La nanotechnologie apportera à la société des avantages potentiels illimités. Elle permettra de créer de nouveaux domaines, que ce soit dans la miniaturisation des robots ou la recherche sur les microplaquettes, et de tirer d'énormes avantages dans le domaine de la médecine. Il est dans le meilleur intérêt du Canada d'être de la partie », ajoute M. Lee. **FA**



Conseil national de recherches du Canada

Pour obtenir plus de renseignements sur la participation de TPSGC à la réalisation du projet de l'INN, communiquez avec Tim Lee par téléphone au (780) 497-3967 ou par courriel à : tim.lee@tpsgc.gc.ca.

Ci-dessus : Un transistor à molécule unique, ou circuit électrique, pourrait servir à la fabrication d'ordinateurs à échelle nanométrique fonctionnant avec très peu d'énergie et une chaleur résiduelle.

Ci-dessous : Le microscope à force atomique qu'on voit ici constitue un outil indispensable à la recherche et au développement en nanotechnologie.



Conseil national de recherches du Canada